



Fenneke Reysoo et Christine Verschuur (dir.)

## On m'appelle à régner Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre

Graduate Institute Publications

---

# Travailler pour se libérer

Marie-Brigitte Nkoo Mabantula

---

DOI : 10.4000/books.iheid.6227  
Éditeur : Graduate Institute Publications  
Lieu d'édition : Graduate Institute Publications  
Année d'édition : 2003  
Date de mise en ligne : 20 juillet 2016  
Collection : Genre et développement. Rencontres  
ISBN électronique : 9782940503797



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

NKOO MABANTULA, Marie-Brigitte. *Travailler pour se libérer* In : *On m'appelle à régner : Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 2003 (généré le 01 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/6227>>. ISBN : 9782940503797. DOI : 10.4000/books.iheid.6227.

---

# TRAVAILLER POUR SE LIBÉRER

Marie-Brigitte NKO O MABANTULA

**J**e souhaite d'abord remercier M<sup>me</sup> Fenneke Reysoo, ma professeure pour le séminaire genre et développement, de nous avoir associés, mes collègues et moi, à ce colloque. Le séminaire qu'elle anime a été particulièrement enrichissant pour moi car, comme la plupart de mes collègues, j'avais une tout autre idée des études genre. Pour moi, le concept genre était associé à des mouvements féministes qui sont plutôt idéologiques.

Aujourd'hui, j'ai appris que le genre peut constituer un outil d'analyse indispensable pour comprendre et expliquer certaines réalités sociales en montrant comment les rapports sociaux entre l'homme et la femme s'intègrent dans la société et comment ils influencent d'autres rapports sociaux.

Ma contribution part de l'hypothèse selon laquelle les femmes devraient être associées aux activités productives pour se libérer de la domination masculine et devenir plus indépendantes et plus autonomes dans les décisions concernant leur vie et leur corps: les femmes devraient donc travailler pour se libérer. J'essaie de vérifier cette hypothèse dans le contexte socio-économique de Kinshasa.

Une étude sur la contribution des hommes et des femmes dans les dépenses ménagères à Kinshasa a révélé qu'en 1998, plus de 60% des ménages kinois ont été financés à 70% par les femmes. Les hommes, qui travaillent pour la plupart dans l'administration publique du pays, sont souvent mal, voire pas payés, et n'arrivent plus à subvenir aux besoins de leur famille. Ce sont les femmes qui, en développant de petites activités de survie dans l'informel (petit commerce), essayent de combler ce déficit et assument de plus en plus la charge économique de la famille.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette émergence des femmes dans le marché de l'emploi à Kinshasa, mais l'influence de la mondialisation y est très importante, et ce pour deux raisons:

- dominé par des préoccupations économiques, le travail producteur d'un revenu est plus valorisant dans le système mondial et les femmes, pour être valorisées, cherchent à y accéder;
- par les transformations socio-économiques qu'elle entraîne, la mondialisation a causé une situation de crise économique dans plusieurs pays, surtout ceux du tiers-monde dont les économies sont incapables de s'intégrer dans le système. Les femmes de Kinshasa se sont senties obligées de travailler car le seul revenu de l'homme était devenu insuffisant pour combler les besoins de la famille.

Mais la question qui fait l'objet de mon travail est celle de savoir si *la production d'un revenu monétaire par les femmes plutôt que par l'homme change les rapports de genre dans la société kinoise. Le fait de travailler libère-t-il la femme kinoise de la subordination à l'homme? Se sent-elle plus indépendante, plus autonome?*

Des observations que j'ai pu faire et des entretiens que j'ai eus avec des amis et collègues mariés, j'ai pu constater que les femmes qui travaillent à Kinshasa ne sont pas pour autant toujours libérées de la subordination à leurs maris et que, dans certains cas, le fait de travailler les rendait encore plus subordonnées et plus dépendantes de leurs maris.

Je voudrais trouver une explication à ce phénomène en faisant intervenir les trois dimensions du genre, à savoir les dimensions symbolique, institutionnelle et individuelle, et voir comment elles s'articulent pour aboutir à des situations diverses.

Le fait que la femme devienne la principale pourvoyeuse de la famille va en l'encontre des représentations *symboliques* que l'on se fait d'un homme et d'une femme dans la société kinoise. L'homme, c'est le pourvoyeur de la famille, et la femme, la gardienne de la maison. Les principaux besoins financiers et matériels de la famille doivent être satisfaits en grande partie par l'homme, le revenu de la femme ne pouvant servir que de complément. L'homme y détient son autorité et son honneur, car souvent l'autorité dans la prise de décision se trouve du côté d'où proviennent les ressources économiques. Or, la situation de la femme principale pourvoyeuse de ces ressources crée une frustration pour l'homme – la «crise de la masculinité» – et une dévalorisation pour la femme, qui ne se sent pas prise en charge par son mari. On assiste alors à des jeux de dissimulation où la femme attribue à l'homme certaines réalisations qu'il n'a pas accomplies. Dans ce cas, la femme est maîtresse de la situation, mais elle joue, consciemment ou inconsciemment, avec cette image symbolique de la masculinité. Ne pourrait-on alors dire qu'elle devient doublement dépendante?

Ces représentations symboliques genrées se traduisent dans les structures *institutionnelles*, qui viennent renforcer davantage la dépendance des femmes vis-à-vis des hommes. Au niveau de la législation nationale, cela est reflété dans la loi sur l'autorisation maritale, qui soumet à une autorisation préalable du mari l'accès de la femme au marché de l'emploi. Cette loi vient à peine d'être abolie au Congo. Elle avait comme effet de rendre la femme redevable à son mari parce que c'était grâce à son autorisation qu'elle travaillait.

A cela il faut ajouter le fait d'une faible institutionnalisation des questions de la femme au niveau national. En effet, il a existé, sous le règne de Mobutu, un Ministère de la condition féminine, mais ce dernier est aujourd'hui supprimé. Les problèmes des femmes sont traités au

Ministère des affaires sociales, ce qui affecte sensiblement la politique gouvernementale pour la promotion de la femme. Il n'y a qu'à voir la part du budget consacrée à ce ministère (1% du budget du gouvernement et 0,06% du budget général de l'Etat) – et, dans cette enveloppe, la part budgétaire relative aux questions de la femme est infime.

*Au niveau individuel*, chaque femme intériorise cette situation, développe ses propres stratégies pour trouver une marge de liberté et de manœuvre, et des espaces où prendre des décisions sur elle-même, sur sa propre vie et son corps, dans cet environnement symboliquement et institutionnellement inégal.

Un accent particulier devrait être mis sur les mécanismes par lesquels cette insertion de la femme dans le marché de l'emploi a été réalisée.

D'après mes observations, ce n'est pas un besoin personnel d'épanouissement ou d'indépendance qui pousse la plupart des femmes kinois à travailler, mais plutôt les contraintes économiques liées à l'insuffisance du revenu de l'homme. D'ailleurs, les fonds de départ pour réaliser un petit commerce proviennent souvent encore du mari. Elles auraient préféré se contenter de leurs rôles reproductifs d'épouse et de mère, d'où elles tiennent tout leur statut social, que d'endosser celui de participantes à la vie économique. Pour cette catégorie des femmes, la position de dépendance est vécue comme un fait «naturel», et elles n'entament aucune démarche volontariste pour s'en soustraire.

D'autres par contre, notamment les jeunes, qui subissent beaucoup plus l'influence de la mondialisation, cherchent du travail par souci d'indépendance et d'épanouissement personnel. C'est le cas des femmes qui se lancent dans un travail productif alors que leur époux est dans une très bonne situation financière.

La classe sociale de la femme, son âge, son éducation, etc., jouent un rôle très important dans ces différentes appréciations. Les femmes instruites, par exemple, s'y prennent parfois mieux pour trouver cette liberté que les femmes non instruites. Cette dynamique est plus grande quand on est jeune que quand on vieillit.

Selon les cas, on assiste à des situations de conformité, de négociation, d'opposition ou de résistance, et parfois à des conflits.

On débouche alors au questionnement suivant: Les femmes qui travaillent dans le souci d'une recherche de plus d'indépendance et de plus d'autonomie dans la prise des décisions concernant leur famille et leur propre vie vont-elles devenir le modèle pour une plus grande majorité de femmes chinoises et changer ainsi l'image de l'autorité dominante de l'homme? La femme peut-elle aussi se libérer des contraintes maritales tout en n'exerçant que son rôle de mère et d'épouse? Le débat reste ouvert à ce sujet.